



Annales historiques de la Révolution française

356 | avril-juin 2009
Varia

Guy Lemarchand, *L'économie en France de 1770 à 1830, De la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle*

Bernard Bodinier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10705>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009
Pagination : 244-246
ISBN : 978-2-200-92558-1
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Bodinier, « Guy Lemarchand, *L'économie en France de 1770 à 1830, De la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 356 | avril-juin 2009, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10705>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Guy Lemarchand, *L'économie en France de 1770 à 1830, De la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle*

Bernard Bodinier

RÉFÉRENCE

Guy Lemarchand, *L'économie en France de 1770 à 1830, De la crise de l'Ancien Régime à la révolution industrielle*, Paris, A. Colin, coll. U, 2008, 318 p. , ISBN 978-2200-34549-5, 29 €.

- 1 Le titre indique clairement le parti choisi par Guy Lemarchand : étudier l'économie française sur le temps long (60 ans), de l'Ancien Régime (20 ans avant 1789) à la fin de la Restauration (30 ans après la fin de la Révolution, 15 ans après celle de l'Empire). La Révolution est en quelque sorte encadrée par les décennies des régimes antérieurs et postérieurs. En cela, l'auteur reste fidèle à ses analyses sur le passage d'une économie d'Ancien Régime à une économie de type moderne, où la Révolution prolongée par l'Empire qui en consolide les aspects essentiels constitue une étape primordiale, celle qui brise la féodalité et les entraves à la circulation, libère les forces productives... et consacre la victoire de la bourgeoisie qui impose un nouveau modèle fondé sur le profit, le productivisme et l'échange. La conclusion réaffirme d'ailleurs d'emblée que cette période « apparaît comme celle de la transition de ce qui reste encore du mode de production féodal au capitalisme », le « encore » nuanciant toutefois le propos. Dans l'ouvrage publié dans la collection U, et qui s'adresse à un large public, Guy Lemarchand, qui n'a pas oublié qu'il fut professeur, s'attache à rendre intelligible la situation de l'économie et ses évolutions, voire ses ruptures, tout au long de cette période cruciale de l'histoire de France. Et ce n'est pas une mince gageure que de traiter en moins de 300 pages de l'économie française pendant 60 ans mouvementés.

- 2 Le propos est divisé en quatre parties ordonnées tout à la fois selon un plan chronologique et thématique : Les structures et pratiques à la fin de l'Ancien Régime, La crise finale de l'économie d'Ancien Régime, La Révolution et ses effets sur l'économie française, Le temps de la paix : simple récupération ou reprise d'une croissance ? La première partie – agriculture, commerce, industrie – est naturellement statique puisqu'elle s'attache à la description de l'économie française pendant les dernières décennies de la monarchie. La deuxième met en parallèle la croissance de tous les secteurs de l'économie à cette époque avec les blocages caractéristiques, selon l'auteur, resté fidèle à Labrousse, de « la crise systémique de l'Ancien Régime ». Après avoir évoqué la conjoncture économique de la période révolutionnaire et impériale, la troisième partie présente les nouveaux cadres idéologiques et institutionnels puis les mutations structurelles. Enfin, la quatrième s'interroge sur la situation économique du pays sous la Restauration où croissance et blocages se contrarient. La bibliographie (11 pages) est divisée entre les ouvrages généraux et ceux des différents chapitres, ce qui la rend particulièrement maniable. Par obligation sélective, elle fait référence aux grands anciens (Braudel, Labrousse, Soboul, Bergeron.) tout en faisant état de publications récentes (Lentz, Moriceau, Béaur, Branda...) et l'on peut faire confiance à Guy Lemarchand pour les avoir effectivement lues. Les études régionales évoquées (de la draperie d'Elbeuf au Briançonnais, de Toulouse à la vallée de Montmorency.) donnent chair à une démonstration qui n'en reste pas au stade des généralités. Enfin, l'index ne se contente pas des noms de personnes puisqu'il abonde de mots renvoyant à l'économie (forge, indienne, monnaie...). Pourquoi n'y a-t-il pas d'index géographique ? En dehors de la clarté de l'exposé qui aborde tous les aspects de la vie économique, qu'ils soient conjoncturels ou structurels, agricoles ou financiers..., que retenir de ce manuel qui ne se contente pas de reprendre les thématiques anciennes en les actualisant, ce qui serait déjà un point très positif ? Combien d'ouvrages récents permettent de connaître la période sous cet angle économique ? Et puis, cela permet de remettre les choses en place. N'a-t-on pas, depuis pas mal de temps, délaissé les études économiques et sociales pour sacrifier au « politique » et au « culturel », en oubliant peut-être que l'économie est aussi politique et culturelle ? Un récent numéro des *AHRF* (352, avril/juin 2008) posait la question de la visibilité des travaux d'histoire économique tout en attirant l'attention sur les dynamiques de longue durée qui isoleraient la Révolution considérée comme un « accident ». Les auteurs de l'introduction à ce numéro de la revue suggéraient de « repenser les emboîtements des temporalités économiques ». Je ne sais si Guy Lemarchand a répondu à leurs attentes mais revenons en aux principaux apports de son livre dont, en raison de la richesse, on se contentera d'évoquer quelques aspects.
- 3 Il reste très classique sur l'économie et la crise d'Ancien Régime, insistant sur la « faible productivité et la forte précarité » de l'agriculture qui reste routinière, vouée à la céréaliculture et à l'autoconsommation, reposant sur un assolement biennal ou triennal à base de jachère... Il accorde peu de place à l'élevage en lequel J.-M. Moriceau ne veut pas voir « une simple annexe de l'agriculture » (*L'élevage sous l'Ancien Régime*, p. 205) et lui qui en est pourtant un spécialiste évoque à peine la seigneurie et son poids, alors qu'il insiste sur l'importance des étangs à la suite de R. Abad. Il aborde encore les systèmes régionaux de culture et d'élevage, les paysages agraires, les techniques. avant de décrire les facteurs favorables au développement : la hausse des prix agricoles, l'essor du commerce ou encore l'agronomie et la physiocratie, l'action (positive) de la monarchie dans la libéralisation de la circulation des produits agricoles et l'encouragement à l'augmentation

de la production. Comme on peut le voir, ce sont effectivement tous les aspects (y compris l'influence du climat) qui sont abordés dans ce chapitre synthétique et il en est de même pour les autres sur le commerce et l'industrie. Guy Lemarchand conclut cette première partie : « Néanmoins, bien que bougeant lentement, l'économie d'Ancien Régime dans son ensemble, même dans ses structures, est loin d'être immobile ». Dont acte. Mais cela n'empêche pas une crise qui n'est pas que conjoncturelle : on est en présence d'une « société féodo-marchande » bloquée, concept incontestablement novateur.

- 4 La partie consacrée à la période 1789-1815 débute par une analyse de l'historiographie avant de s'interroger sur la difficulté à mesurer les effets de la Révolution sur les structures sociologiques et idéologiques, « questions abstraites qui recouvrent des réalités sensibles ». Conjoncture, dépréciation de l'assignat, mesures libérales, dirigisme de l'an II, croissance de 1798 à 1810, dépression de 1811 à 1815... sont successivement abordés. Le deuxième chapitre est consacré aux nouveaux cadres idéologiques et institutionnels, du système métrique à la Banque de France, de Polytechnique au Code civil... Il insiste particulièrement sur les problèmes monétaires et financiers (19 pages), sur les recettes et dépenses publiques (17 pages), un domaine souvent sacrifié par les historiens. Si le commerce maritime et colonial s'effondre, l'agriculture connaît la prospérité et l'industrie sa première révolution. En conclusion, la Révolution, au libéralisme tempéré, n'aurait pas détruit les entreprises dynamiques auxquelles elle aurait même ouvert des perspectives favorables, pendant qu'elle contribuait à un nouvel aménagement du territoire. Visions bien optimistes, diront certains qui trouveront des arguments contraires.
- 5 Plus attendue, car plus originale, est la dernière partie qui, pour mieux mesurer les effets de la Révolution, choisit de les voir alors qu'ils sont maintenant, à partir de 1815, dissociés de ceux de la guerre. La Restauration est-elle immobile contrairement à la Monarchie de Juillet ? Guy Lemarchand dénonce la vision pessimiste de la France de la première moitié du XIX^e siècle par opposition à l'idéalisation de la voie royale britannique. Elle n'aurait pas connu de véritable *take-off*. Alors que le commerce extérieur croît nettement (il est vrai qu'il était tombé bien bas), que l'agriculture connaît une forte expansion, que le développement industriel s'accélère, que les banques se développent (mais n'investissent pas assez), que les finances publiques sont assainies. Mais, globalement, la croissance de l'économie française reste modeste, d'où l'idée que c'est à cause de la Révolution qui ne peut pourtant être tenue pour responsable de toutes les entraves au progrès que sont un protectionnisme sclérosant, la petite exploitation agricole, l'insuffisance des moyens de transport, le manque de charbon, la baisse des prix (phase B), la stagnation démographique et le poids qui demeure prépondérant de l'agriculture.
- 6 La conclusion revient sur la voie française de passage au capitalisme, une voie originale par rapport à la Grande-Bretagne ou à l'Allemagne qui n'ont pas connu « l'irruption du temps court de la Révolution de la Constituante à la Convention thermidorienne et des victoires militaires qui a été décisif pour le renversement des structures politiques et sociales anciennes pour établir les éléments principaux d'un nouvel ordre et le marquer de traits spécifiques durables ».